YC. L. 11.117/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 28 avril 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "n° 17, relatif à l'établissement d'une base minimale d'imposition pour les voitures automobiles, en matière de taxe sur la valeur ajoutée", a donné le 13 mai 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e april 1970 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr. 17, met betrekking tot de vaststelling van een minimummaatstaf van heffing voor personenauto's, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde", heeft de 13e mei 1970 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Dans le § 1er, les mots "à la taxe sur la valeur ajoutée" n'ont pas d'équivalent dans le texte néerlandais. Ils devraient y figurer.

Le terme "consommateurs" ne convient pas pour qualifier les usagers de voitures automobiles. Le Code de la T.V.A. n'emploie pas ce mot, mais plutôt ceux de "acquéreurs" ou "cessionnaires" (voir articles 10, 11 et 15 du Code) ou de "cocontractants" (articles 53 et 55 du Code).

Toutefois, les termes utilisés par le Code ne peuvent l'être dans le projet, car le respect de bases minimales d'imposition n'est pas imposé à tous les acquéreurs ou cessionnaires, mais uniquement à ceux d'entr'eux qui se servent de la voiture acquise, ce qui exclut les acquéreurs qui font le commerce de voitures automobiles.

L'arrêté royal du 14 mars 1968 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière utilise et définit le terme "conducteur", tandis que l'article 3 de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules automoteurs impose l'obligation d'immatriculation des véhicules automoteurs "à la personne qui l'emploie pour son propre usage ou qui l'exploite".

Ces expressions n'étant pas davantage adéquates, il est proposé de remplacer dans le projet le mot "consommateurs" par le mot "usagers".

.../...

Le § 3, alinéa 2, doit s'interpréter en ce sens que toute réduction du prix du catalogue, en une seule opération d'au moins 10 p.c., confère au nouveau prix notifié la valeur d'un prix de liquidation qui ne peut plus entrer en ligne de compte pour le calcul en pourcentage de la base minimale d'imposition. Le texte devrait exprimer cette idée avec plus de précision.

Article 2.

Il conviendrait de remplacer l'expression "besoins privés" par celle de "usage privé", en s'inspirant de la terminologie employée à l'article 12, § 1er, 3°, du Code de la T.V.A.

A la fin de l'article 2, il faut comprendre que l'activité dans le domaine de la vente ne concerne que les voitures automobiles. Cette précision figure dans le texte proposé ci-après.

Article 3.

Cet article répute mandataires les personnes visées à l'article 6 de l'arrêté royal du 15 mars 1968, lequel article renvoie à l'article 5 du même arrêté. Il y est prévu que le constructeur établi à l'étranger doit mandater une personne établie en Belgique pour se charger des obligations résultant des dispositions réglementaires en matière d'agréation de types de châssis ou de véhicules autoportants.

.../...

Ce mandat ne concerne pas la notification des prix de catalogue.

Si le Roi peut imposer à un constructeur établi à l'étranger l'obligation de désigner un mandataire résidant en Belgique avec mission de déterminer les prix de catalogue, il ne lui appartient pas d'étendre d'office les pouvoirs d'un mandataire, chargé d'une autre mission selon la convention intervenue entre ce mandataire et son mandant.

Le projet devrait donc préciser que le constructeur étranger doit, pour l'établissement et la notification des prix de catalogue, donner pouvoir soit à un mandataire spécialement habilité à cette fin, soit au mandataire prévu par l'arrêté royal du 15 mars 1968, pour autant que ce dernier reçoive pour exercer cette mission un complément de pouvoir.

Rien n'empêche au demeurant que le projet impose au constructeur étranger l'obligation de ne désigner qu'un seul mandataire par catégorie de véhicules, comme le fait l'arrêté royal du 15 mars 1968.

Article 6.

La notification des prix de catalogue doit actuellement être faite au Ministre des Finances (article 25 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964).

L'article 6 du projet fait obligation de notifier, à l'avenir, les prix de catalogue "à l'administration".

.../...

Le destinataire de la notification devient ainsi imprécis. A défaut de désigner le Ministre des Finances comme destinataire de ces notifications, il conviendrait à tout le moins que celles-ci soient adressées au directeur général de l'enregistrement et des domaines.

Article 7.

Cet article devrait préciser que le dernier prix de vente a été notifié au Ministre des Finances comme le prévoit l'article 25 du règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (arrêté ministériel du 23 décembre 1964).

*

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui tient compte des observations précédentes et qui reprend les dispositions du projet dans un ordre plus logique, en y apportant en outre quelques modifications de forme ne nécessitant pas de commentaires.

TEXTE PROPOSE.

Article 1er.-

Il est établi une base minimale d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée, pour les voitures automobiles livrées dans le pays à des usagers ou importées par des usagers.

.../...

Pour l'application du présent arrêté, est considérée comme usager, toute personne qui utilise une voiture automobile pour son usage privé, ou pour des activités professionnelles autres que la vente de voitures automobiles.

Article 2.-

§ 1er. La base d'imposition ne peut, pour les voitures neuves, être inférieure au prix de catalogue en vigueur au moment où la taxe est due.

§ 2. Le prix de catalogue est le prix qui est fixé par le constructeur pour la vente à l'usager de voitures automobiles neuves d'un même type, avec leurs équipements et accessoires.

Est réputé constructeur, la personne qui a été reconnue en cette qualité par le Ministre des Communications ou son délégué conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.

Lorsque le constructeur est établi à l'étranger, le prix doit être fixé par un mandataire établi en Belgique

... (variante, voir avis) ... le prix doit être fixé par le mandataire prévu à l'article 5, § 2, 4, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, qui aura reçu pouvoir à cette fin.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté sont considérées comme neuves :

1° les voitures automobiles construites dans le pays, qui y sont livrées pour la première fois à un usager, même si elles ont été utilisées, pendant une période

.../...

n'excédant pas six mois, par un constructeur ou un négociant de voitures automobiles, établi en Belgique, ou par un membre du personnel de ceux-ci;

2° les voitures automobiles importées, lorsqu'il n'est pas établi qu'elles ont été utilisées pendant au moins six mois avant le moment où la taxe est due.

Article 3.-

§ 1er. Pour les voitures d'occasion livrées dans le pays à des usagers ou importées par des usagers, la base d'imposition ne peut être inférieure aux fractions du prix de catalogue fixées ci-après :

- 75 p.c. si la taxe est due au cours de l'année civile de la première mise en circulation de la voiture;
- 60 p.c. si elle est due au cours de l'année qui suit celle de la première mise en circulation;
- 45 p.c. si elle est due au cours de la deuxième année après celle de la première mise en circulation;
- 35 p.c. si elle est due au cours de la troisième année après celle de la première mise en circulation;
- 25 p.c. si elle est due au cours de la quatrième année après celle de la première mise en circulation;
- 15 p.c. si elle est due au cours de la cinquième année après celle de la première mise en circulation;
- 10 p.c. si elle est due au cours de la sixième année après celle de la première mise en circulation.

En aucun cas, la base d'imposition ne peut être inférieure à 6.000 francs lorsque la taxe est due au cours de la période allant de la première mise en circulation de la voiture jusqu'à l'expiration de la onzième année suivant celle de cette mise en circulation. .../...

§ 2. Le prix de catalogue à prendre en considération pour l'application du présent article est celui qui a été fixé avant la cessation de la vente des voitures neuves du même type ou avant l'établissement d'un prix de liquidation.

Par prix de liquidation, il faut entendre le prix, même notifié comme prix de catalogue, qui est inférieur d'au moins dix pour cent au dernier prix de catalogue précédemment fixé.

Article 4.-

§ 1er. Les constructeurs et les mandataires visés à l'article 2, § 2, sont tenus de notifier au ... (voir avis) ... Ministre des Finances - ou - directeur général de l'Administration de l'enregistrement et des domaines les prix de catalogue des voitures automobiles qu'ils construisent ou importent, ainsi que toutes les modifications apportées à ces prix.

Les notifications ... (comme à l'article 6, § 1er, alinéa 2, du projet) ...

§ 2. ... (comme à l'article 6, § 2, du projet, sous réserve d'écrire : "... indiquées au § 1er, alinéa 2, ...).

Articles 5, 6 et 7.-

... (comme aux articles 7, 8 et 9 du projet, sous réserve de remplacer dans l'article 7 les mots "à l'administration" par ceux de : "au Ministre des Finances").

Artikel 1.

In de Nederlandse tekst van § 1 staat geen equivalent voor de woorden "à la taxe sur la valeur ajoutée". Deze leemte moet worden aangevuld.

"Verbruikers" is geen geschikte term voor gebruikers van personenauto's. Het Wetboek van de B.T.W. werkt niet met die term, wel met "verkrijgers", "overnemers" (zie de artikelen 10, 11 en 15 van het Wetboek) of "medecontractanten" (artikelen 53 en 55 van het Wetboek).

De termen van het Wetboek kunnen in het ontwerp echter niet dienen. De minimummaatstaf van heffing geldt niet voor alle verkrijgers of overnemers, maar alleen voor die onder hen die de verkregen personenauto gebruiken, met uitsluiting dus van de verkrijgers die handel drijven in personenauto's.

Het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer gebruikt en omschrijft de term "bestuurder", terwijl artikel 3 van het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van voertuigen met eigen beweegkracht de verplichting tot inschrijving oplegt aan "degene die het (voertuig) tot eigen gebruik bezigt of die het exploiteert".

Aangezien ook die termen niet dienstig zijn, wordt voorgesteld in het ontwerp het woord "verbruikers" te vervangen door "gebruikers".

.../...

Paragraaf 3, tweede lid, moet zo worden geïnterpreteerd dat iedere verlaging van de cataloguspprijs met ten minste 10 t.h. in een enkele verrichting, aan de nieuwe ter kennis gebrachte prijs de waarde verleent van een liquidatieprijs die niet meer in aanmerking mag komen voor de procentuele berekening van de minimummaatstaf van heffing. Dat zou in de tekst duidelijker moeten uitkomen.

Artikel 2.

De Franse term "besoins privés" zou moeten worden vervangen door de term "usage privé", overeenkomstig de terminologie van artikel 12, § 1, 3°, van het Wetboek van de B.T.W.

Het slot van artikel 2 moet zo worden verstaan dat de verkoopsactiviteit alleen betrekking heeft op personenauto's. Die verduidelijking is opgenomen in de hierna voorgestelde tekst.

Artikel 3.

Dit artikel beschouwt als "mandatarissen" de personen bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, welk artikel verwijst naar artikel 5 van hetzelfde besluit. Daarin is bepaald dat de constructeur die in het buitenland gevestigd is, een in België gevestigde persoon moet "mandateren" om de verplichtingen na te komen welke voortvloeien uit de reglementsbepalingen met betrekking tot de goedkeuring van de typen van chassis of zelfdragende voertuigen.

Die lastgeving heeft geen betrekking op de kennisgeving van de cataloguspprijzen.

.../...

De Koning kan weliswaar aan een in het buitenland gevestigd constructeur de verplichting opleggen een in België verblijvende mandataris aan te wijzen die tot taak heeft de catalogusprijzen te bepalen, maar hij kan de bevoegdheid van een mandataris die ingevolge de overeenkomst met zijn opdrachtgever een andere taak heeft, niet ambtshalve verruimen.

Het ontwerp zou dan ook nader moeten bepalen dat de buitenlandse constructeur, voor het vaststellen en mededelen van de catalogusprijzen, bevoegdheid moet verlenen hetzij aan een daartoe speciaal gemachtigd mandataris, hetzij aan de mandataris bedoeld in het koninklijk besluit van 15 maart 1968, voor zover deze laatste dan een aanvullende bevoegdheid krijgt om die taak uit te oefenen.

Niets belet overigens dat het ontwerp aan die constructeur de verplichting oplegt slechts één mandataris aan te wijzen per categorie van voertuigen, zoals ook het koninklijk besluit van 15 maart 1968 heeft gedaan.

Artikel 6.

Thans moet van de catalogusprijzen kennis worden gegeven aan de Minister van Financiën (artikel 25 van het ministerieel besluit van 23 december 1964).

Artikel 6 van het ontwerp legt de verplichting op, de catalogusprijzen voortaan ter kennis te brengen van "de administratie".

Daarmee wordt het onduidelijk, naar wie de kennisgeving gaat. Als niet de Minister als zodanig wordt aangewezen, zou op zijn minst moeten worden bepaald dat die kennisgevingen moeten worden gericht aan de directeur-generaal van het bestuur der registratie en domeinen.

.../...

Artikel 7.

Dit artikel zou duidelijk moeten stellen, dat de laatste verkoopprijs ter kennis van de Minister van Financiën is gebracht zoals bepaald is in artikel 25 van de aanvullende verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen (ministerieel besluit van 23 december 1964).

*

De Raad van State stelt de hierna volgende tekst voor, die met het hiervoren opgemerkte rekening houdt, de bepalingen van het ontwerp logischer ordent en bovendien enkele vormwijzigingen bevat die geen commentaar behoeven.

VOORGESTELDE TEKST.

Artikel 1.-

Een minimummaatstaf van heffing van de belasting over de toegevoegde waarde wordt vastgesteld voor personenauto's die hier te lande aan gebruikers worden geleverd of die door gebruikers worden ingevoerd.

Voor de toepassing van dit besluit wordt als gebruiker aangemerkt eenieder die een personenauto gebruikt voor privédoeleinden of voor andere beroepswerkzaamheden dan de verkoop van personenauto's.

Artikel 2.-

§ 1. Voor nieuwe personenauto's mag de maatstaf van heffing niet lager zijn dan de catalogusprijs die geldt op het tijdstip waarop de belasting verschuldigd is.

§ 2. De catalogusprijs is de prijs die door de constructeur wordt bepaald voor de verkoop aan de gebruiker van nieuwe personenauto's van een zelfde type, met hun uitrusting en toebehoren.

.../...

Als constructeur wordt aangemerkt hij die als zodanig door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde erkend is overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen.

Als de constructeur in het buitenland gevestigd is, moet de prijs worden bepaald door een in België gevestigd mandataris.

... (variante, zie advies)... moet de prijs worden bepaald door de mandataris bedoeld in artikel 5, § 2, 4, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, die daartoe gemachtigd is.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit worden als nieuw aangemerkt :

1° hier te lande gebouwde personenauto's die er voor het eerst aan een gebruiker worden geleverd, ook al werden ze voordien gedurende ten hoogste zes maanden gebruikt door een in België gevestigd constructeur van of handelaar in personenauto's, of door een lid van hun personeel;

2° ingevoerde personenauto's, wanneer niet bewezen is dat ze gedurende ten minste zes maanden werden gebruikt vóór het tijdstip waarop de belasting verschuldigd is.

Artikel 3.-

§ 1. Voor tweedehandse personenauto's die hier te lande aan gebruikers worden geleverd of die door gebruikers worden ingevoerd, mag de maatstaf van heffing niet lager zijn dan de hierna vastgestelde breuken van de catalogusprijs

.../...

- 75 t.h. indien de belasting verschuldigd is in de loop van het kalenderjaar waarin de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht;
- 60 t.h. indien ze verschuldigd is in de loop van het jaar na dat waarin de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht;
- 45 t.h. indien ze verschuldigd is in de loop van het tweede jaar na dat waarin de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht;
- 35 t.h. indien ze verschuldigd is in de loop van het derde jaar na dat waarin de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht;
- 25 t.h. indien ze verschuldigd is in de loop van het vierde jaar na dat waarin de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht;
- 15 t.h. indien ze verschuldigd is in de loop van het vijfde jaar na dat waarin de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht;
- 10 t.h. indien ze verschuldigd is in de loop van het zesde jaar na dat waarin de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht.

In geen geval mag de maatstaf van heffing lager zijn dan 6.000 frank wanneer de belasting verschuldigd is in de periode tussen het tijdstip waarop de auto voor het eerst in het verkeer is gebracht en het verstrijken van het elfde jaar na dat waarin hij in het verkeer is gebracht.

.../...

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel moet als catalogusprijs in aanmerking worden genomen die welke vastgesteld is vóór het stopzetten van de verkoop van nieuwe personenauto's van hetzelfde type of vóór het vaststellen van een liquidatieprijs.

Onder liquidatieprijs moet worden verstaan de prijs, zelfs medegedeeld als catalogusprijs, die ten minste tien ten honderd lager ligt dan de laatst bepaalde catalogusprijs.

Artikel 4.-

§ 1. De in artikel 2, § 2, bedoelde constructeurs en mandatarissen zijn gehouden aan de ... (zie advies)... Minister van Financiën - of - directeur-generaal van het bestuur der registratie en domeinen kennis te geven van de catalogusprijzen van de personenauto's die zij bouwen of invoeren, alsook van iedere wijziging in die prijzen.

De kennisgevingen ... (zoals in artikel 6, § 1, tweede lid, van het ontwerp)...

§ 2. ... (zoals in artikel 6, § 2, van het ontwerp, met dien verstande dat moet worden gelezen : "... de in § 1, tweede lid, genoemde vermeldingen...).

Artikelen 5, 6 en 7.-

... (zoals in de artikelen 7, 8 en 9 van het ontwerp, mits in artikel 7 de woorden "aan de administratie" worden vervangen door "aan de Minister van Financiën").

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : P. DE VISSCHER, assesseurs de la
de Heren : G. ARONSTEIN, section de législation,
bijzitters bij de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.